...ble de la triple alliance monarchico-clérico-boulangiste.

Enfin les gens boulangistes sont, dit-on, partis en province pour y fomenter des grèves et des troubles.

NOS DÉPÊCHES

Service Télégraphique et Téléphonique de l'Avenir de Roubaix-Tourcoing

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 17 janvier.

Les ministres se sont réunis en Conseil de cabinet, sous la présidence de M. Floquet.

Le droit de réquisition en temps de guerre

Le ministre de la guerre a soumis au Conseil un projet de décret élaboré de concert avec le ministre de l'intérieur et qui a pour but de mettre l'exercice du droit de réquisition en temps de guerre en harmonie avec les nouvelles conditions du ravitaillement des places fortes telles que les a établies la commission nommée par le décret du 12 juin 1881.

Aux termes de ce projet qui va être adressé au conseil d'Etat, les autorités civiles agiraient en vertu d'une délégation du gouverneur de la Place et conformeraient à un plan arrêté d'avance dans tous ses détails.

Les prudhommes commerciaux

Le ministre du commerce a annoncé au Conseil que M. le rapporteur du projet de loi sur les prudhommes commerciaux allait déposer son rapport sur le bureau du Sénat. Le ministre s'entendra avec M. le rapporteur pour demander au Sénat que ce projet arrive promptement en discussion.

Les trains d'ouvriers

Le ministre des travaux publics annonce que sur ses nouvelles instances, la Compagnie de l'Ouest a mis à la disposition des abonnés ouvriers trois trains de plus par jour.

L'exportation du bétail français en Angleterre

Le ministre de l'agriculture a communiqué au Conseil des observations relatives à l'exportation du bétail français en Angleterre et à la réorganisation du service sanitaire. Il indique la nécessité de placer un vétérinaire à la tête de ce service.

Chambre des Députés

Séance du 17 janvier 1889

Présidence de M. MÉLINE, Président

AVANT LA SÉANCE

Discours de M. de Mackau

M. de Mackau a prononcé à la réunion de l'union des droites, un discours très vide.

Nous ne trouvons rien à extraire de ce discours que le résumé suivant : M. de Mackau, après avoir affirmé que les députés de la droite sont restés fidèles à leurs sentiments socialistes et religieux, ajoute en parlant de la révision :

« Puissent ceux être bien inspirés, ceux à qui incombera la lourde tâche de cette révision, demandée par tous, et si peu comprise. »

LA SÉANCE

La séance est ouverte à deux heures.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté

Une question de M. Piou

M. Piou adresse une question au ministre de l'intérieur au sujet d'un bureau de bienfaisance d'une commune de la Haute-Garonne, dont les décisions ont été annulées par le préfet de ce département.

M. Rouvier, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, justifie la conduite du préfet de la Haute-Garonne.

Incident

Plusieurs membres à droite demandent au sous-secrétaire d'Etat de s'expliquer (Bruit).

M. Jolibois est rappelé à l'ordre.

M. Jolibois répète les paroles qu'il a prononcées : « Dans cette affaire ce ne sont pas les fonds secrets qui font l'élection, ce sont les fonds des pauvres. » (Vifs applaudissements à droite).

M. le Président déclare qu'en n'a pas le droit de sommer avec violence le gouvernement de s'expliquer.

M. Bourgeois dit qu'il ne croit pas devoir monter à la tribune pour répondre à une pareille calomnie (Applaudissements à gauche. — Bruit à droite. — A l'ordre !)

M. Duvaux dit que le mot calomnie n'est pas parlementaire.

M. le Président répond qu'il peut le devoir en réponse à certaines attaques (Nouveau bruit).

L'incident est clos.

La loi militaire

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la loi sur le recrutement.

L'article 51 est adopté, ainsi que l'article 52.

Un amendement de M. de Châteansy sur l'article 53 n'est pas adopté.

M. Maurice demande la suppression du paragraphe 2 de l'article 53, portant que les hommes de l'armée territoriale sont assujettis à une période d'exercices dont la durée sera de deux semaines.

M. Guyot-Dessaigne, rapporteur, répond que cette période d'exercices est indispensable pour l'armée territoriale, l'intérêt supérieur du pays l'emporte sur les considérations d'intérêt particulier.

M. Faisnier propose aussi la suppression de l'appel des territoriaux. Il suffirait de les convoquer à des exercices trimestriels qui auraient lieu un jour, le dimanche, dans chaque canton.

M. Guyot Dessaignes dit que la commission repousse l'amendement.

M. Guyot-Dessaignes, rapporteur, répond que cette période d'exercices est indispensable pour l'armée territoriale, l'intérêt supérieur du pays l'emporte sur les considérations d'intérêt particulier.

M. Faisnier propose aussi la suppression de l'appel des territoriaux. Il suffirait de les convoquer à des exercices trimestriels qui auraient lieu un jour, le dimanche, dans chaque canton.

M. Guyot Dessaignes dit que la commission repousse l'amendement.

L'amendement est mis aux voix et à la majorité de 374 voix contre 162 est repoussé.

M. de Châteansy propose un amendement tendant à ce que les hommes de l'armée territoriale soient astreints à une période d'exercices de deux semaines au moins.

L'amendement mis aux voix n'est pas adopté.

L'article 53 est adopté.

M. Freycinet propose que les ministres des ministères ouverts à l'emploi réservé par l'Etat soient appelés des manœuvres et d'exercices, et que les officiers ecclésiastiques ne pourront valablement se être appelés à servir que dans les armées de cet ordre ministériels.

L'amendement est mis aux voix et à la majorité de 344 voix contre 180 n'est pas pris en considération.

Le paragraphe de l'article 53 est adopté.

Sur l'article 54 réglant la situation militaire des jeunes gens élevés à l'étranger, M. de Lamarzelle propose un amendement.

L'amendement est repoussé par 354 voix contre 125.

M. de Lamarzelle soutient un autre amendement tendant à ce que les jeunes gens établis à l'étranger, soient, sur l'avis des conseils et de la préfecture de la chambre de commerce, obligés de servir un an.

M. Carlier propose, en outre, d'étendre son amendement à ceux qui, les Français établis aux colonies, à ceux qui, en Angleterre, ne peuvent trouver une compensation qui serait la propriété de nos colonies et qui cependant notre intérêt.

M. Rouvier de Vaucluse demande l'amendement.

M. Rouvier dit que les Français établis aux colonies doivent être considérés comme faisant partie de la région frontière.

M. Carlier dit que les Français établis aux colonies doivent être considérés comme faisant partie de la région frontière